

--- o o O o o ---

**Enquête publique unique relative au projet de création d'un complément au demi-diffuseur n°11 de Vienne Sud sur la commune de Reventin-Vaugris (38), et portant sur la déclaration d'utilité publique du projet emportant la mise en compatibilité du PLU de Reventin-Vaugris, l'enquête parcellaire et la demande d'autorisation environnementale**

**ENQUETE PUBLIQUE DU LUNDI 28 FEVRIER AU MERCREDI 30 MARS 2022**

**Arrêté Préfectoral du 27 janvier 2022  
Monsieur le Préfet de l'Isère**

**Tribunal Administratif de Grenoble : décision n° E21000232/ 38 du 29 décembre 2021**

**Pétitionnaire : VINCI Autoroutes**

--- o o O o o ---

**RAPPORT DU COMMISSAIRE-ENQUETEUR**

--- o o O o o ---

**Denis CUVILLIER, commissaire-enquêteur**

--- o o O o o ---

**Rapport remis le 27 juin 2022 à Monsieur le Préfet de l'Isère**

## **PREAMBULE**

La présente enquête publique porte sur :

**l'intérêt général et la déclaration d'utilité publique** (tenant lieu de déclaration de projet) du complément du demi-diffuseur n°11 de Vienne Sud sur l'autoroute A7 situé sur la commune de Reventin-Vaugris ;

**la mise en compatibilité du document d'urbanisme de Reventin-Vaugris ;**

**l'Autorisation Environnementale valant modification de l'autorisation initiale en référence à l'arrêté de régularisation de l'autoroute A7 de 2007.** Cette autorisation environnementale répond aux exigences de la loi sur l'eau, de la dérogation à l'atteinte aux espèces et habitats protégés, de l'évaluation des incidences Natura 2000 et de l'étude d'impact de l'opération) ;

**l'enquête parcellaire** relative à l'opération.

Le présent rapport comporte six chapitres.

Le chapitre 1 rappelle les objectifs du projet de demi-diffuseur de Vienne sud et en fait une présentation synthétique

Le chapitre 2 expose les modalités de la procédure d'enquête publique

Le chapitre 3 relate la préparation et le déroulement de l'enquête publique

Le chapitre 4 présente les observations générales du commissaire-enquêteur et les échanges avec le maître d'ouvrage

Le chapitre 5 présente les principales observations formulées par le public présentées par thèmes et les commentaires du commissaire-enquêteur

Le chapitre 6 dresse le bilan des aspects positifs et négatifs du projet et liste les points qui mériteraient d'être approfondis

Les conclusions motivées du Commissaire enquêteur font l'objet d'un document séparé

Fait à Saint Savin, le 26 juin 2022

Denis CUVILLIER

## **GLOSSAIRE**

ARS : Agence Régionale de la Santé

CCI : Chambre de Commerce et de l'Industrie

CDPENAF : Commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers

CU : Code de l'Urbanisme

DDT : Direction Départementale des Territoires

DREAL : Direction Régionale de l'Aménagement et du logement

DUP : Déclaration d'Utilité Publique

OAP : Orientation d'Aménagement et de Programmation

CIS : concertation Inter-Services

PLU : Plan Local de l'Urbanisme

RN : Route Nationale

RD : Route Départementale

SCoT : Schéma de Cohérence Territoriale

DIR : Direction Interdépartementale des Routes Centre-Est

CE : Commissaire-Enquêteur

## SOMMAIRE

<b>1.</b>	<b>GENERALITES CONCERNANT L'OBJET DE L'ENQUETE PUBLIQUE .....</b>	<b>4</b>
1.1	OBJET DE L'ENQUETE PUBLIQUE .....	4
1.2	LE CADRE JURIDIQUE .....	4
1.3	LE CAHIER DES CHARGES DU PROJET .....	5
1.3.1	<i>Le cadre général</i> .....	5
1.3.2	<i>Les enjeux et objectifs du projet</i> .....	5
1.3.3	<i>Les études à réaliser</i> .....	7
1.4	RAPPEL DES ETAPES ANTERIEURES .....	8
1.5	DESCRIPTION GENERALE DU PROJET .....	9
1.6	LA CONCERTATION .....	10
1.7	LES AUTEURS DES ETUDES .....	14
<b>2</b>	<b>MODALITES DE LA PROCEDURE.....</b>	<b>15</b>
2.1	DESIGNATION DU COMMISSAIRE-ENQUETEUR .....	15
2.2	PERIODES ET LIEUX D'ENQUETE, PERMANENCES DU COMMISSAIRE-ENQUETEUR .....	15
2.3	INFORMATION DU PUBLIC (CF ANNEXE 1) .....	16
2.4	CONTENU DU DOSSIER D'ENQUETE PUBLIQUE .....	16
<b>3</b>	<b>PREPARATION ET DEROULEMENT DE L'ENQUETE PUBLIQUE.....</b>	<b>17</b>
3.1	PRISE DE CONNAISSANCE DU PROJET .....	17
3.2	PRISE DE CONNAISSANCE DU CONTEXTE ET VISITE DES LIEUX .....	17
3.3	REUNIONS PUBLIQUES .....	17
3.4	DEROULEMENT DE L'ENQUETE PUBLIQUE .....	17
<b>4</b>	<b>OBSERVATIONS GENERALES DU COMMISSAIRE-ENQUETEUR.....</b>	<b>18</b>
4.1	OBSERVATIONS SUR LE DOSSIER .....	18
4.2	DEMANDES COMPLEMENTAIRES DU COMMISSAIRE-ENQUETEUR .....	19
4.3	REPONSES APPORTEES PAR LE MAITRE D'OUVRAGE .....	19
<b>5</b>	<b>INVENTAIRE ET EXAMEN DES OBSERVATIONS RECUEILLIES PENDANT L'ENQUETE .....</b>	<b>20</b>
5.1	INVENTAIRE DES OBSERVATIONS ET PREMIERE SYNTHESE .....	20
5.1.1	<i>Décompte brut des observations mails et courriers</i> .....	20
5.1.2	<i>Première synthèse des observations</i> .....	20
5.2	ANALYSE DES PRINCIPAUX THEMES EVOQUES PENDANT L'ENQUETE PUBLIQUE .....	21
5.2.1	<i>LA NECESSITE D'AGIR VITE</i> .....	21
5.2.2	<i>LA NECESSITE DE DEVELOPPER DES SOLUTIONS FERROVIAIRES</i> .....	21
5.2.3	<i>L'EFFET DE COUPURE AU NIVEAU DE LA COMMUNE DE REVENTIN-VAUGRIS</i> .....	21
5.2.4	<i>UN OBSTACLE AU DEVELOPPEMENT DU CENTRE-VILLAGE</i> .....	21
5.2.5	<i>L'INSECURITE ROUTIERE</i> .....	21
5.2.6	<i>LES NUISANCES SONORES</i> .....	22
5.2.7	<i>LE ROND-POINT EXISTANT SUR LA N7</i> .....	22
5.2.8	<i>L'AGRICULTURE</i> .....	22
5.2.9	<i>LES CYCLISTES ET MODES DOUX</i> .....	22
5.2.10	<i>LA PLAINE DES SPORTS</i> .....	22
5.2.11	<i>LA VALORISATION DE L'IMMOBILIER</i> .....	22
5.2.12	<i>LA ROUTE DE L'AERODROME</i> .....	23
5.2.13	<i>L'ISOLEMENT RESSENTI PAR LA COMMUNE DE REVENTIN</i> .....	23

5.3	ANALYSE DE LA PROPOSITION ALTERNATIVE PORTEE PAR LA COMMUNE DE REVENTIN-VAUGRIS .....	23
5.3.1	<i>Mémoire en réponse de VINCI</i> .....	23
5.3.2	<i>Avis du commissaire-enquêteur sur la proposition alternative</i> .....	24
6	BILAN FINAL .....	24
6.1	LES POINTS FORTS DU PROJET .....	24
6.2	LES POINTS FAIBLES DU PROJET .....	25

## **1. GENERALITES CONCERNANT L'OBJET DE L'ENQUETE PUBLIQUE**

### **1.1 OBJET DE L'ENQUETE PUBLIQUE**

**Le pétitionnaire (maitre d'ouvrage) : ASF / VINCI AUTOROUTES**

Le présent rapport concerne l'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique des travaux liés à la création d'un complément du demi-diffuseur N°11 au niveau de la barrière de péage de Vienne-sud sur l'autoroute A7.

Ce complément du demi-diffuseur permet de créer au sud de Vienne un accès direct à l'autoroute A 7 en direction de Lyon

La présente enquête publique porte sur :

l'**intérêt général** et la **déclaration d'utilité publique** (tenant lieu de déclaration de projet) du complément du demi-diffuseur n°11 de Vienne Sud sur l'autoroute A7 situé sur la commune de Reventin-Vaugris ;

la **mise en compatibilité du document d'urbanisme de Reventin-Vaugris** ;

l'**Autorisation Environnementale valant modification de l'autorisation initiale en référence à l'arrêté de régularisation de l'autoroute A7 de 2007**. Cette autorisation environnementale répond aux exigences de la loi sur l'eau, de la dérogation à l'atteinte aux espèces et habitats protégés, de l'évaluation des incidences Natura 2000 et de l'étude d'impact de l'opération) ;

l'**enquête parcellaire** relative à l'opération.

### **1.2 LE CADRE JURIDIQUE**

L'enquête publique et les décisions sont régies par les textes suivants :

articles L.1, L. 110-1 et suivants du Code de l'Expropriation pour cause d'Utilité Publique, qui imposent à l'administration de procéder à une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique ;

articles L.123-1 et suivants et R.123-1 et suivants du Code de l'Environnement, qui imposent la tenue d'une enquête publique lorsque des travaux exécutés par une personne publique ou privée sont susceptibles d'affecter l'environnement ;

articles L.153-54 à L.153-59 du Code de l'Urbanisme relatifs à la mise en compatibilité des plans locaux d'urbanisme, ainsi que les articles R.153-14 (cadre de la déclaration d'utilité publique) et R.153-15 à R.153-17 (cadre de la déclaration de projet).

Les principaux textes régissant la constitution de l'évaluation environnementale relèvent :

du Code de l'Environnement ;

du Code de l'Urbanisme ;

du Code du Patrimoine ;

du Code des Transports ;

du Code Général des Collectivités Territoriales.

L'étude d'impact est régie par les textes suivants :

articles L.122-1 à L.122-3-4 du Code de l'Environnement, concernant les études d'impact des projets de travaux, d'ouvrages et d'aménagements ;

articles R.122-1 à R.122-14 du Code de l'Environnement, concernant les études d'impact des travaux et projets d'aménagement.

L'autorisation environnementale est régie par les textes suivants :

articles L.181-1 à L.181-15 du Code de l'Environnement, concernant l'autorisation environnementale ;

articles R.181-1 à R.181-49 du Code de l'Environnement, concernant l'autorisation environnementale.

### **1.3 LE CAHIER DES CHARGES DU PROJET**

#### **1.3.1 Le cadre général**

Le projet de création du complément de demi-échangeur de Vienne Sud doit répondre à la nécessité, sur le territoire, d'offrir aux usagers routiers une alternative efficace à la traversée de l'agglomération viennoise et à la traversée du pont barrage de Vaugris pour aller ou venir de Lyon.

Ce projet est par ailleurs intégré comme orientation forte dans les documents de planifications locaux approuvés (SCoT Rives du Rhône et du Plan de Déplacements Urbains de Vienne Condrieu Agglomération).

Couplé à des aménagements complémentaires comme la création d'un parking de co-voiturage et un cheminement mode doux sécurisé (prévus dans le Plan Local d'Urbanisme de la Ville de Reventin-Vaugris), le projet doit être bénéfique au quotidien des habitants du territoire par l'amélioration de leur cadre de vie et des leurs possibilités de déplacement.

#### **1.3.2 Les enjeux et objectifs du projet**

Le projet vise à répondre à plusieurs objectifs :

- **Un intérêt pour la santé et la sécurité des populations :**

en réduisant globalement l'exposition des populations du territoire aux nuisances du trafic de transit existant par un délestage du trafic sur l'autoroute A7 qui offre une alternative aux traversées urbaines de Vienne, d'Ampuis, du Nord de Reventin-Vaugris... ;

en réduisant le trafic sur les réseaux non-autoroutiers, plus accidentogènes (comme la RN7 dans la montée des Grands Pavés) ;

en réduisant les temps de parcours pour les usagers du territoire dans leurs déplacements du quotidien, en particulier vers les centres urbains de Vienne et de Lyon ;

en séparant le trafic de transit du trafic local et en permettant des cheminements modes doux sécurisés sur la commune de Reventin-Vaugris ;

en rendant possible, à termes, la requalification de la traversée de la ville de Vienne soulagée du trafic de transit depuis et à destination de l'agglomération lyonnaise ;

en intégrant la prise en compte des nuisances identifiées dans l'aménagement du projet en phase construction comme en phase exploitation (dispositifs de protection acoustique, insertion paysagère, limitation des émissions de gaz à effet de serre).

- **Un intérêt pour l'environnement :**

en réduisant, grâce à l'utilisation des gisements identifiés pour le projet, les émissions de gaz à effet de serre par rapport à une situation sans projet (réduction de la congestion, des distances parcourues, ...) ;

en permettant des alternatives aux déplacements en voiture individuelle par :

- la création d'un parking de co-voiturage d'environ 100 places situé à la sortie du demi-diffuseur, à

proximité immédiate de la RN7 et sur le chemin entre les deux parties urbaines de Reventin et Vaugris ;

- la création d'un cheminement mode doux sécurisé reliant les deux parties urbaines de Reventin-Vaugris aux installations sportives et de loisirs existantes.

en assurant la réalisation d'un projet, après évitement et réduction, sur une surface faible (moins de 4 ha de surface agricole impactée et aucune surface naturelle non déjà remaniée) ;

en intégrant des mesures d'évitement des zones à forts enjeux environnementaux situées le long de l'A7 :

- les milieux naturels d'intérêt du vallon de la Gerbole ;
- les boisements et les pelouses sèches ;
- les falaises de Vaugris ;
- les zones humides identifiées dans la plaine du Saluant.

en intégrant des mesures de réduction en phase conception, qui en particulier :

- permettent d'éviter des travaux dans le ruisseau des Crozes situé au nord du périmètre du projet ;
- assurent l'implantation des bassins d'assainissement des nouvelles bretelles dans le domaine autoroutier existant.

en intégrant des mesures de compensation pour les impacts résiduels identifiés sur les milieux modifiés.

- **un intérêt social et économique :**

en renforçant l'accessibilité du territoire et de ses activités économiques au réseau autoroutier ;

en améliorant les conditions de mobilités (fluidification des trafics, gain de temps en direction du Nord) pour les personnes et les marchandises ;

en assurant l'atteinte des objectifs fixés dans les documents de planification locaux :

- SCoT Rives-du-Rhône :
  - dans le projet d'aménagement et de développement durable (PADD) :
    - 3.1 : Valoriser les modes de déplacements alternatifs à la voiture individuelle ;
    - 3.2 : Améliorer les conditions d'accessibilité sur le territoire, en s'appuyant sur les infrastructures existantes et futures ;
    - 3.3 : Atténuer les nuisances du trafic routier.
  - dans le document d'orientation et d'objectifs (DOO) :
    - promouvant les modes d'organisation visant « à rendre collectif » le transport individuel (covoiturage, autopartage...) pour promouvoir des modes de déplacement plus « durables » répondant à l'objectif de réduction des pollutions et émissions de gaz à effet de serre et s'adapter à la relative faible densité urbaine du territoire. A ce titre, une aire de covoiturage à créer est identifiée au droit du futur diffuseur autoroutier de Reventin-Vaugris ;
    - l'aménagement de 3 projets de nouveaux demi-diffuseurs à court ou moyen terme dont celui de Reventin-Vaugris.
- PDU :
  - avec pour enjeux :
    - diminuer la part du trafic motorisé et protéger notamment le centre des communes ;
    - s'appuyer sur un réseau de bus concurrentiel à la voiture particulière et valoriser l'usage du réseau ferroviaire ;
    - développer l'usage des modes actifs.
  - et pour objectifs :
    - la nécessité de renforcer l'accessibilité à l'A7 en créant un diffuseur au Sud de Vienne afin de permettre aux véhicules en provenance du Sud de rejoindre

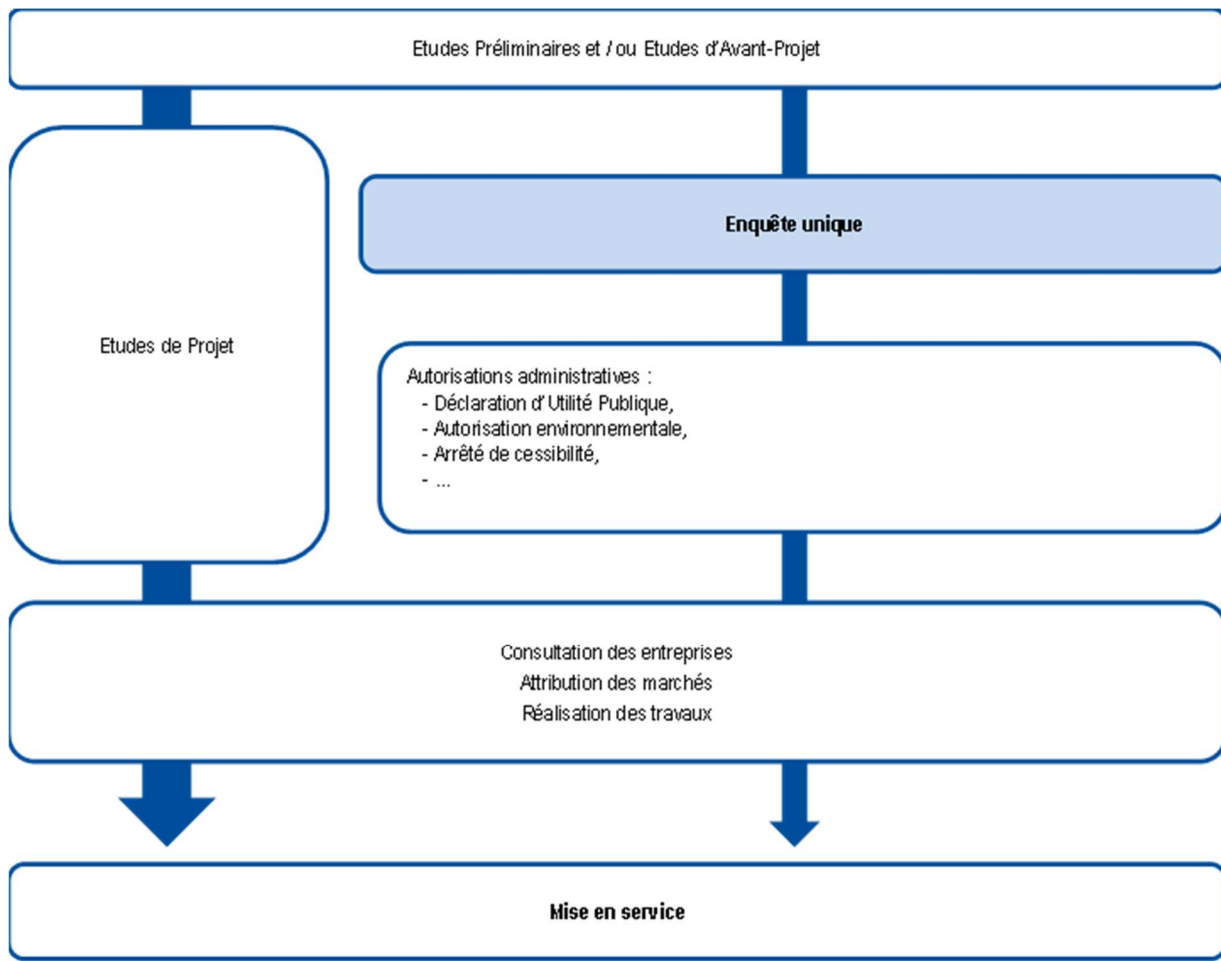


l'autoroute sans traverser le centre de Vienne, pour réduire le trafic de transit.

- PLU de Reventin-Vaugris :
  - avec pour orientations dans les documents graphiques du règlement des emplacements réservés le long de la RD131 :
    - la création d'un parking de co-voiturage ;
    - la création d'un cheminement modes doux.

### 1.3.3 Les études à réaliser

Si la décision de réaliser le projet est confirmée, la suite des études et procédures est la suivante :



#### **1.4 RAPPEL DES ETAPES ANTERIEURES**

Face aux dysfonctionnements de circulation constatés et aux conséquences grandissantes de ce trafic de transit, Vienne Agglo a saisi l'État (Direction des Infrastructures de Transport (DIT)) d'une demande de réalisation d'un complément du diffuseur de Vienne Sud sur l'autoroute A7 actuellement incomplet et orienté vers le Sud.

Née de la fusion en 2018 de Vienne Agglo et de la Communauté de communes de la Région de Condrieu, la Communauté d'Agglomération Vienne Condrieu Agglomération a également identifié la réorganisation des circulations motorisées comme l'un des objectifs prioritaires de son Plan de Déplacements Urbains 2012-2017 (PDU).

Ainsi, dès 2010, les collectivités locales ont demandé à l'État d'engager une étude d'opportunité pour la création d'un demi-diffuseur situé entre le demi-diffuseur de Vienne Sud et le quart de diffuseur d'Auberives existants ; ce nouvel aménagement permettant de proposer aux automobilistes en provenance du Sud et souhaitant rejoindre le Nord de l'agglomération viennoise et les portes de Lyon, un accès direct à l'autoroute A7.

A l'issue de cette étude, par courrier du 13 mai 2015, l'État a confirmé l'opportunité de ce projet et a mandaté ASF pour mener les études complémentaires jusqu'à la Déclaration d'Utilité Publique.

Un Dossier de Demande de Principe a été réalisé de 2015 à 2017 afin d'affiner les éléments techniques et financiers et préciser le calendrier de l'opération.

Une concertation publique, organisée par ASF sous l'égide du préfet de l'Isère, a été menée en 2016 dans le cadre de l'article L.103-2 du Code de l'urbanisme. Le bilan de la concertation publique a été arrêté par le préfet de l'Isère (arrêté n°38-2016-10-14-002) et a été rendu public dès octobre 2016).

Le Plan d'investissement autoroutier a été validé par le décret n°2018-959 du 6 novembre 2018.

Une convention a été signée le 27 septembre 2019 entre ASF, la Région Auvergne-Rhône-Alpes, Vienne-Condrieu-Agglomération et le département de l'Isère.

Le Dossier de Demande de Principe a fait l'objet d'une instruction technique par le ministère chargé des transports (sous-direction de la gestion et du contrôle du réseau autoroutier concédé (GCA)). L'instruction technique a été approuvée par décision ministérielle (DM) du 15 avril 2020.

L'article 4.3 de la décision ministérielle mentionne notamment « Vous procéderez aux enquêtes publiques liées au code de l'environnement et au code de l'expropriation pour cause d'utilité publique. Je vous autorise à solliciter l'ouverture de l'enquête auprès du Préfet de l'Isère dès la mise au point des dossiers maquettes. Ces enquêtes seront notamment précédées d'une consultation des administrations locales et des collectivités territoriales dont un bilan sera envoyé au préfet de l'Isère et d'une saisine de l'autorité environnementale compétente ».

Une concertation interservices (CIS) s'est déroulée du 20 juillet 2020 au 11 septembre 2020 afin de recueillir les observations des services et des collectivités concernées par le projet en vue de finaliser le dossier d'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique. Le conclusion et la réponse du maître d'ouvrage ont été transmises à la préfecture de l'Isère par courrier du 19 octobre 2020.

Une déclaration d'intention précédant la mise à l'enquête publique de la demande de déclaration d'utilité publique a été publiée le 09 octobre 2020 par ASF.

Le dossier unique d'enquête a été déposé pour instruction des services de l'Etat le 18 décembre 2020 en Préfecture de l'Isère et sur la plateforme dématérialisée GUN Env.

Le commissaire-enquêteur a été désigné par le TA de Grenoble le 29 décembre 2021

L'enquête a été prescrite par arrêté préfectoral du Préfet de l'Isère du 27 janvier 2022

Un comité de pilotage, présidé par le sous-Préfet de Vienne suit l'avancement du projet.

## 1.5 DESCRIPTION GENERALE DU PROJET

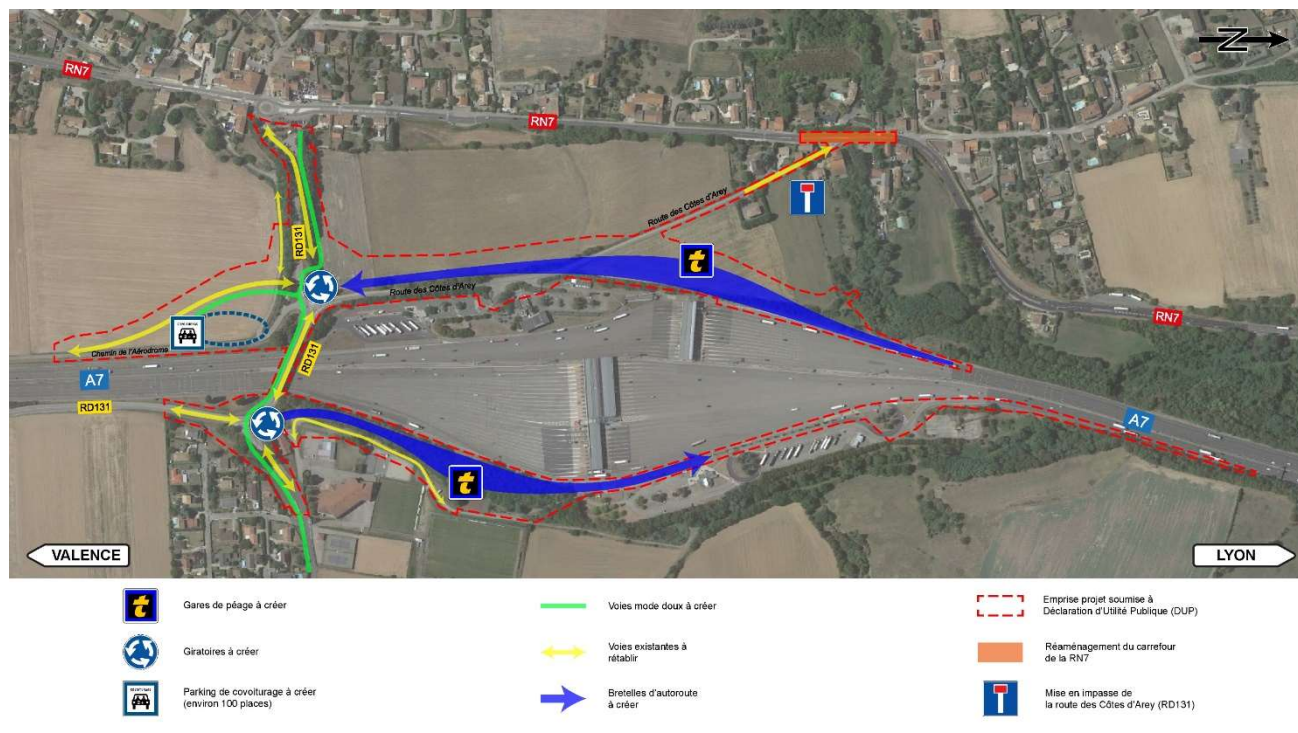
L'opération consiste à compléter le demi-diffuseur existant n°11 Vienne Sud, situé au droit de la barrière pleine voie (BPV) de Reventin-Vaugris (38), inscrit dans le plan d'investissement autoroutier validé par décret du 6 novembre 2018. Celui-ci est tourné vers le Nord (Lyon) et situé au droit de la barrière pleine voie de Reventin-Vaugris afin de mutualiser les différents équipements (péage, énergie...) et de viser un aménagement compact au droit de la barrière pleine voie.

Les aménagements prévus sont :

- **réaliser des bretelles d'entrée et de sorties** de part et d'autre de la plateforme de péage actuelle, et par conséquent adapter l'entonnement Nord de la BPV de Vienne-Reventin pour intégrer des dispositifs d'entrée et de sortie ;
- **aménager une gare de péage** satellite pour chaque sens ;
- **créer une halte simple en aval** de la gare de péage de sortie (côté Ouest) ;
- **réaménager l'aire de repos de Vienne Est** du sens Valence - Lyon ;
- **construire de carrefours** à sens giratoire dont deux en remplacement de carrefours en T existants ;
- **aménager un parking de covoiturage** d'une centaine de places, à proximité du nouveau demi diffuseur.

Le projet intègre également :

- les **rétablissements des échanges** de la route des Côtes d'Arej (mise en sens unique à défaut de pouvoir la rétablir avec l'ensemble de ses mouvements sur la RN7), des accès de service d'ASF (par le giratoire Nord-Ouest), du chemin du Pavillon et du chemin de l'Aérodrome (par le giratoire Sud-Ouest), ainsi que des chemins d'accès aux exploitations agricoles.
- l'ensemble des **équipements d'exploitations et de sécurité** : dispositifs de retenue, atténuateurs de chocs, signalisation de direction et d'indication, signalisation de police et balisage, signalisation complémentaire dynamique, signalisation en approche depuis Lyon et Valence, signalisation horizontale, etc...



## 1.6 LA CONCERTATION

Une concertation publique s'est déroulée entre le 6 juin et le 3 juillet 2016. Organisée sous l'égide du Préfet, elle a permis à toutes les personnes intéressées par le sujet de s'informer et de donner leur avis sur le projet soumis à la concertation, notamment sur les trois variantes étudiées dans le cadre des études préliminaires.

La concertation a été annoncée par différents moyens :

- Arrêté d'ouverture d'enquête le 29 avril 2016,
- Conférence et communiqué de presse organisé le 7 juin 2016,
- Courrier d'information adressé aux parties prenantes,
- Affiches installées aux abords des lieux d'accueil de la concertation,
- Flyers distribués aux entreprises de la zone d'activités du Saluant,
- Documents mises à disposition du public dans les espaces clients de ASF à Valence et à Vienne.

Pour la concertation, plusieurs outils ont été mis à disposition pour s'informer :

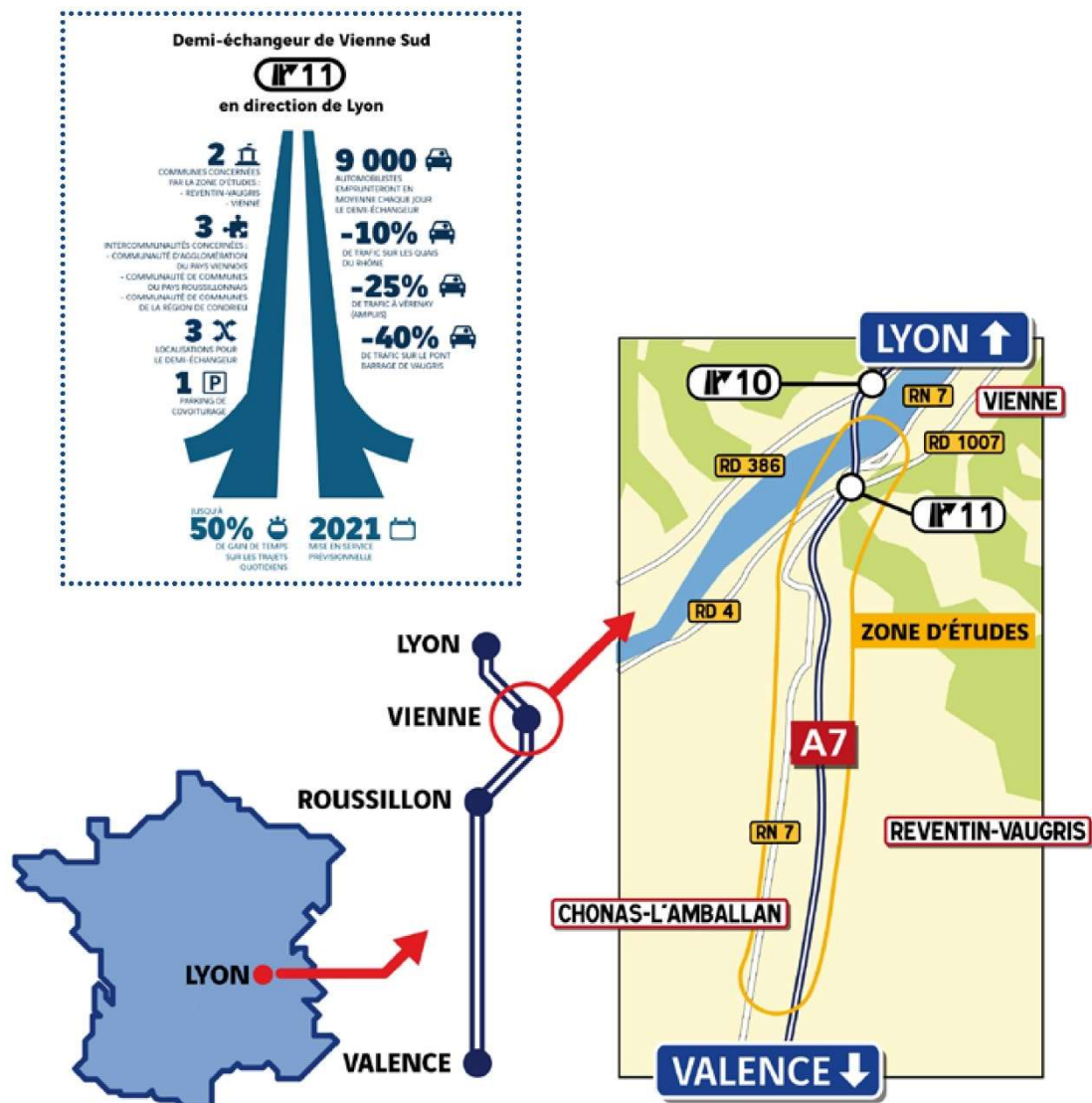
- l'exposition permanente en place du 6 juin au 3 juillet 2016 dans les 5 lieux d'accueil de la concertation (avec des panneaux d'information, le dossier de concertation, le flyer, le dépliant et une urne de dépôt des lettres) :
  - la mairie de Reventin-Vaugris,
  - la mairie de Vienne,
  - ViennAgglo,
  - la Communauté de communes du Pays Roussillonnais,
  - la Communauté de communes de la Région de Condrieu.
- le site internet dont la promotion a été relayé sur les sites de la préfecture de l'Isère et de la Communauté d'agglomération du pays Viennois, de la mairie de Salaise-sur-Sanne, de la mairie de Chonas-l'Amballan et de la mairie de Reventin-Vaugris.

Pour s'exprimer et donner son avis, plusieurs moyens ont été mis à disposition : le site internet, l'adresse postale, la réunion publique du 9 juin 2016, les permanences d'accueil du public, la lettre « T ».

Au total, 607 contributions ont été reçues (dont 77% via le site internet).

## 1 - L'OBJET DE LA CONCERTATION PUBLIQUE

La concertation publique relative au projet de création d'un demi-échangeur d'accès à l'autoroute A7 au sud de l'agglomération viennoise s'est déroulée entre le 6 juin et le 3 juillet 2016. Organisée sous l'égide du Préfet de l'Isère et en référence à l'article L. 103-2 du Code de l'urbanisme, elle a permis à toutes les personnes intéressées par le sujet de s'informer et de donner leur avis sur le projet soumis à la concertation, notamment sur les trois variantes étudiées dans le cadre des études préliminaires.

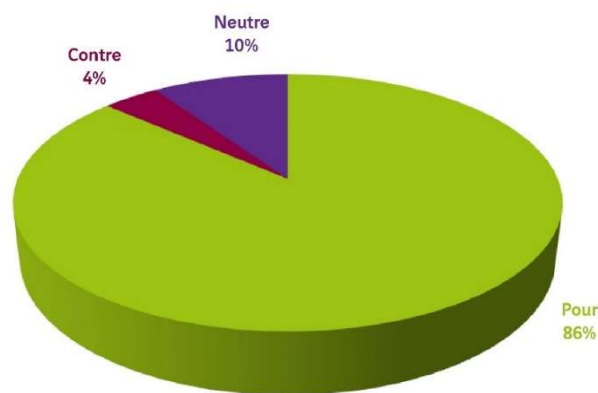


### L'EXPRESSION DU PUBLIC EN FAVEUR DU PROJET

Durant la concertation, le public s'est exprimé sur l'opportunité du projet :

- 86% des contributeurs, soit 525 personnes, s'expriment en faveur de la création du demi-échangeur de Vienne Sud,
- 4% des contributeurs, soit 24 personnes, s'expriment contre la création du demi-échangeur de Vienne Sud,
- 10% des contributeurs, soit 58 personnes, ne se prononcent pas clairement pour ou contre la création du demi-échangeur de Vienne Sud.

#### L'expression du public en faveur du projet

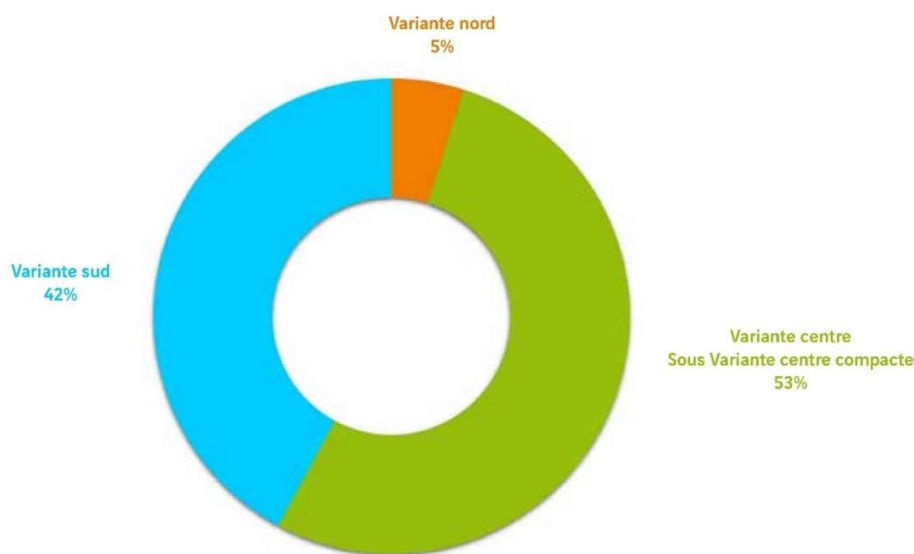


### L'EXPRESSION DU PUBLIC EN FAVEUR DES VARIANTES

Durant la concertation, 387 contributeurs ont affiché leur préférence pour une variante et, parfois, pour plusieurs variantes.

- 5% des contributeurs, soit 19 personnes, s'expriment pour la variante nord,
- 53% des contributeurs, soit 205 personnes, s'expriment pour la variante centre et centre compacte,
- 42% des contributeurs, soit 163 personnes, s'expriment pour la variante sud.

#### L'expression du public en faveur des variantes



#### Commentaires du Commissaire-enquêteur :

*Sur la base du résultat de cette concertation, la variante centre compacte a été retenue pour l'enquête publique. Le résultat de cette concertation n'a pas été admis par le Conseil Municipal de Reventin-Vaugris, ce qui a entraîné sa démission et l'élection d'un nouveau Conseil qui s'est engagé résolument contre le projet retenu et en faveur de l'option sud. Cette position a marqué tout le déroulement de l'enquête publique (cf ci-après).*



## 1.7 LES AUTEURS DES ETUDES

VINCI AUTOROUTES a confié la réalisation des études à INGEROP.

### **Direction Alpes Centre Est**

Bât. Aretha - Jazz parc

Espace Saint-Germain

30 Avenue du Général Leclerc - BP34

38 217 VIENNE Cedex

- **Étude d'impact générale,**

- **Évaluation environnementale de l'opération,**

- **Pilotage et suivi des études spécifiques (acoustique, hydraulique, milieu naturel, air et santé).**

Les auteurs sont :

- Cécile MACHEREY, chef de projet confirmée (pilotage et contrôle externe), DESS Espace Rural et Environnement ;
- Anthony BOTELLA, chef de projet environnement (général), Master 2 Environnement et Risques ;
- Alice GENEVOIS, chargée d'étude environnementale (écologue), Licence Pro Analyses et Techniques d'Inventaires de la Biodiversité ;
- Marie HOULE, chargée d'étude environnementale (écologue), Master 2 Gestion et Evolution de la Biodiversité ;
- Sébastien LIGOT, chargé d'étude environnementale (écologue), Master 2 Bioévaluation des Écosystèmes et Expertise de la Biodiversité.

### ■ Études environnementales spécifiques

#### **INGEROP - Agence d'Aix en Provence**

(Audrey VIDAMMENT, Ingénieur hydraulique)

- Incidence hydraulique,
- Incidence au titre de la loi sur l'eau

#### **INGEROP - Agence de Strasbourg**

(Julio DE CASTRO, Ingénieur acousticien)

- Incidence acoustique

#### **INGEROP - Rueil-Malmaison**

(Vincent TESSAURO, Chargé d'affaire)

- Étude air et santé
- Bilan des émissions de gaz à effet de serre

#### **CHAMBRE D'AGRICULTURE DE L'ISERE**

Camille GRASIES, Conseillère aménagement et foncier

- Etude agricole

#### **ACER CAMPESTRE**

(Pierrick CANTARINI, Écologue en chef)

- Inventaire faune, flore et habitat
- Dérogation à l'atteinte aux espèces et habitats protégés

#### **VEGETUDE**

(Fernando RUBIO, Paysagiste en chef)

- Étude paysagère (état initial et intégration du projet)



## **2 MODALITES DE LA PROCEDURE**

### **2.1 DESIGNATION DU COMMISSAIRE-ENQUETEUR**

Sur demande présentée par Monsieur le Préfet de l'Isère, en date du 21 décembre 2021, et enregistrée le 22 décembre 2021, le Président du Tribunal Administratif de GRENOBLE a désigné, par décision du 29 décembre 2021 n° E21000232/ 38 M. Denis CUVILLIER en vue de procéder à l'enquête publique en objet.

### **2.2 PERIODES ET LIEUX D'ENQUETE, PERMANENCES DU COMMISSAIRE-ENQUETEUR**

L'ouverture de l'enquête publique a été ordonnée par un arrêté préfectoral de l'Isère en date du 27 janvier 2022.(cf annexe 1).

Deux lieux d'enquête ont été arrêtés, VIENNE-CONDRIEU Agglomération et REVENTIN-VAUGRIS, cette dernière étant retenue commune siège de l'enquête.

L'arrêté précisait les dates et la durée de cette enquête, du 28 février au 30 mars 2022 inclus.

Ainsi que les modalités d'accès au dossier d'enquête et de participation (permanences, registres d'enquête, registre numérique, courrier et adresse mail).

Après concertation avec les élus de REVENTIN-VAUGRIS, de VIENNE-CONDRIEU Agglomération, et les services de la Préfecture de l'Isère, en particulier avec Monsieur DESVERNAY, les lieux, dates et heures des permanences ont été arrêtés comme suit :

Le commissaire-enquêteur recevra en personne les observations du public sur le projet considéré en mairie de Reventin-Vaugris aux jours et heures suivantes :

- le samedi 5 mars 2022, de 9h00 à 12h00 ;
- le mardi 8 mars 2022, de 16h00 à 19h00 ;
- le vendredi 18 mars 2022, de 16h00 à 19h00 ;
- le samedi 26 mars 2022, de 9h00 à 12h00 ;
- le mercredi 30 mars 2022, de 14h00 à 17h00.

Pour rappel, les jours et heures d'ouverture au public de la mairie de Reventin-Vaugris sont les suivants :

- du lundi au vendredi de 8h00 à 12h00 ;
- le lundi, jeudi et vendredi de 14h00 à 17h00 ;

Le commissaire-enquêteur recevra en personne les observations du public sur le projet considéré à Vienne Condrieu Agglomération aux jours et heures suivantes :

- le lundi 7 mars 2022, de 14h00 à 16h00 ;
- le mardi 15 mars 2022, de 12h00 à 14h00 ;
- le mercredi 23 mars 2022, de 16h00 à 18h00 ;
- le mercredi 30 mars 2022, de 10h00 à 12h00.

Pour rappel, les jours et heures d'ouverture au public de Vienne Condrieu Agglomération sont les suivants : du lundi au vendredi de 8h00 à 12h30 et de 13h30 à 17h00.

### 2.3 INFORMATION DU PUBLIC (cf annexe 1)

L'annonce de l'enquête a été faite par les soins de la Préfecture de l'Isère dans les annonces légales de deux journaux régionaux diffusés dans de l'Isère.

Les mairies ou siège de comcom concernés par l'enquête publique ont affiché l'avis d'enquête sur les panneaux habituels réservés à cet effet. Aucune contestation n'a été relevée pendant l'enquête concernant ce point.

Un affichage sur le terrain a été également effectué par les services de VINCI Autoroutes avec constats d'huissier.

En complément, des flyers ont été distribués par VIENNE-CONDRIEU Agglomération aux mairies de la communauté de communes pour mise à disposition du public.

Les mairies de REVENTIN-VAUGRIS et de VIENNE ont également mis à disposition des flyers .

Enfin, VINCI a diffusé l'information de l'enquête à certains clients abonnés télépéage :

- Ayant effectué au moins 3 A/R dans les 6 derniers mois :
- en gare de Vienne et de Chanas
- ou en gare de Condrieu
- et les habitants des départements 07, 38, 42, 69 et ayant emprunté l'A7 (une des gares de péage du secteur) au moins 6 fois sur les 6 derniers mois.

Cet envoi a touché 29 440 personnes.

**Commentaires du Commissaire-enquêteur :** *le CE estime que l'information du public a été suffisante. Cet effort d'information explique autant que le sujet et le contexte la très forte participation du public à cette enquête.*

### 2.4 CONTENU DU DOSSIER D'ENQUETE PUBLIQUE

Le dossier complet était rangé dans une mallette comprenant six volumes au format A3 traitant les thèmes suivants :

- **GUIDE DE LECTURE**
- **Pièce A : NOTICE DU DOSSIER D'ENQUETE**
- **Pièce B : EVALUATION ENVIRONNEMENTALE (ETUDE D'IMPACT)**
- **Pièce C : AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE**
- **Pièce D : MISE EN COMPATIBILITE DU PLU DE REVENTIN-VAUGRIS**
- **Pièce E : DOSSIER D'ENQUETE PARCELLAIRE**

A la demande du CE, il a été rajouté au dossier un document A4 sur la concertation inter-services. Et en cours d'enquête, sur demande de la commune de Reventin reprise par le CE, la maitre d'ouvrage a ajouté sur le site du projet une modélisation 3D.

L'ensemble était assez volumineux. Toutefois, la très bonne qualité de la rédaction et des supports cartographiques a permis une bonne appropriation du dossier par le public. L'étude d'impact, document le plus volumineux, était clairement présentée, bien illustrée, et dotée d'une iconographie facile à interpréter.

### **3 PREPARATION ET DEROULEMENT DE L'ENQUETE PUBLIQUE**

#### **3.1 PRISE DE CONNAISSANCE DU PROJET**

Le commissaire-enquêteur a obtenu un dossier du maître d'ouvrage via la Préfecture et a visé toutes les pièces des dossiers consultables par le public le 2 février 2022. Les registres destinés à recevoir les observations du public ont également été signés et paraphés.

Le 11 janvier, une réunion de travail a été organisée dans les locaux de VINCI pour la présentation du projet. Cette présentation a été faite par Monsieur COQUEREL, responsable du projet, et Madame JOUDHEUIL.

#### **3.2 PRISE DE CONNAISSANCE DU CONTEXTE ET VISITE DES LIEUX**

Le CE a rencontré successivement madame RUCHON, maire de Reventin-Vaugris avec une partie de son conseil municipal, monsieur KOVACS, Président de Vienne Condrieu Agglomération avec M. BERNARD, directeur de cabinet et monsieur MAUVAIS, Sous-Préfet de Vienne et président du comité de pilotage du projet avec M. CHARMASSON, chef de bureau.

Il a visité les lieux avec le maître d'ouvrage puis avec madame la maire de Reventin-Vaugris.

#### **3.3 REUNIONS PUBLIQUES**

Il n'y a pas eu de réunion publique pendant l'enquête.

Sur invitation de madame la maire de Reventin-Vaugris le CE s'est rendu en tant qu'observateur muet à une réunion publique qui a eu lieu avant le début de l'enquête.

Cette réunion, à laquelle le maître d'ouvrage n'avait pas été invité, a largement porté sur les modalités de l'enquête et l'alternative sud portée par le conseil municipal.

#### **3.4 DEROULEMENT DE L'ENQUETE PUBLIQUE**

L'enquête s'est déroulée du **LUNDI 28 FEVRIER AU MERCREDI 30 MARS 2022**inclus.

Le dossier a été consultable par le public dans les mairies des communes concernées, aux heures d'ouverture habituelles, en version papier et sur poste informatique.

Les 9 permanences prévues dans l'arrêté d'ouverture d'enquête pour recevoir les observations du public ont été tenues, en notant que l'une d'elles a été décalée suite à un empêchement du CE. Elles ont été très suivies (111 personnes ont été reçues).(cf annexe 5). Ceci a été rendu possible grâce à la parfaite collaboration des services de REVENTIN-VAUGRIS et de VIENNE-CONDRIEU Agglomération pour organiser l'accueil en limitant les attentes du public.

Dans le cadre de ces permanences, le CE s'est rendu sur le lotissement « La Plaine » visiter les lieux avec certains des habitants. Il s'est également rendu sur les cheminements modes doux de la RD 131 avec des

représentants des cyclotouristes. Enfin il a visité les sites des alternatives proposées au projet, celle dite « sud » et celle au niveau de Auberive sur Vaireze.

Tous les vecteurs de communication mis en place ont été utilisés par le public (registres papier sur lieux d'enquête et registre numérique, courriers et mails).(annexes 4, 6, 7 et 8).

Le maire de Vienne a pris l'initiative de distribuer des flyer pré-rempli de soutien au projet, à signer et déposer en mairie. Ils ont été remis au CE à la clôture du projet et font l'objet d'un traitement particulier dans le rapport.(annexe 9)

A la fin de l'enquête, les registres d'enquête ont été déclaré clos par le CE en présence de représentants des collectivités concernées et remis à celui-ci.

Le registre numérique et l'adresse-mail ont été également fermés. Quelques avis sont arrivés après la clôture et figurent en annexe 8.

L'enquête s'est déroulée dans un contexte de vive concurrence entre Vienne-Condrieu Agglomération, qui soutient le projet, et la commune de Reventin-Vaugris qui lui est majoritairement hostile et soutient une alternative « sud ». L'enquête a été vécue par la commune comme une opportunité de remettre en cause les résultats de la concertation de 2016. Elle l'a gérée en conséquence, avec des appels à la mobilisation notamment des associations et le recours à un cabinet juridique spécialisé sur l'environnement. (LEPAGE).

Cette opposition est toutefois restée courtoise.

La participation du public a été significative, 2710 avis et contributions, auxquelles il faut ajouter 872 avis remis en mairie de Vienne et 10 délibérations de collectivités et consulaires, plus celle du conseil départemental 38 qui s'était exprimé en amont de l'enquête.

## **4 OBSERVATIONS GENERALES DU COMMISSAIRE-ENQUETEUR**

### **4.1 OBSERVATIONS SUR LE DOSSIER**

L'examen du dossier d'enquête a conduit le CE à porter sur celui-ci des avis concernant ses points forts et ses points faibles.

Il peut y avoir 2 lectures :

- Un dossier très bien fait, constitué de nombreuses photos, beaucoup de couleurs, de graphiques explicatifs, de cartes, de données, d'un résumé non technique de l'étude d'impact synthétisant le projet, la division en 5 sous-dossiers accompagnée d'un guide de lecture en facilitant la compréhension. Une personne a estimé en permanence que la qualité du dossier était un gage d'un bon fonctionnement démocratique.

- Un dossier si précis et si complet qu'il devient difficilement consultable par le citoyen.

Sur les points faibles, la principale interrogation du CE porte sur les compléments d'études de trafic demandés par la DIR qui sont reportés en phase suivante des études alors qu'ils pourraient avoir des conséquences en matière d'aménagements complémentaires au projet. De même, les

#### **4.2 DEMANDES COMPLEMENTAIRES DU COMMISSAIRE-ENQUETEUR**

Le CE a fait plusieurs demandes au Maitre d'ouvrage, en cours et à l'issue de l'enquête.

L'ensemble de ces demandes et les réponses de VINCI Autoroutes figurent en annexe 3.

- Par courrier du 13 mars, le CE a demandé à VINCI d'analyser l'alternative sud défendue par Reventin-Vaugris, en effectuant une comparaison entre « l'option sud » du projet qui avait été étudiée au cours de la phase de concertation précédente et qui a présentée dans le dossier d'enquête, et celle constituant la proposition alternative. Et également une actualisation de la comparaison multicritère entre le projet porté à enquête et la proposition alternative sud.
  
- Par courrier du 8 mai, le CE a questionné VINCI sur le lotissement la plaine, la plaine des sports, les cheminements modes doux, la variante d'Auberive, le dispositif free-flow, les péages, les acquisitions foncières, et l'ensemble des questions posées par madame la maire de Reventin dans son courrier du 1<sup>er</sup> mars 2022.

#### **4.3 REPONSES APORTEES PAR LE MAITRE D'OUVRAGE**

VINCI a établi deux mémoires (datés du 30 mars et du 18 mai) qui sont joints en Annexe 3 au présent rapport.

Pour chacun des thèmes généraux et particuliers, le CE a tenu compte des réponses de VINCI.

## **5 INVENTAIRE ET EXAMEN DES OBSERVATIONS RECUEILLIES PENDANT L'ENQUETE**

Dans le premier sous-chapitre, le décompte des observations et demandes du public sera présenté.  
Dans le second, les observations et demandes seront analysées par grands thèmes

### **5.1 Inventaire des observations et première synthèse**

#### **5.1.1 Décompte brut des observations mails et courriers**

Délibérations collectivités et consulaires (CCI et Ch Agriculture) : 10 – Annexe 4

Registres sur lieux d'enquête : 315 (309 Reventin / 6 Vienne-Agglo) - Annexe 6

Registre numérique : 2240 – Annexe 7

Adresse-mail de l'enquête : 155 – Annexe 8

Flyers Vienne : 872 – Annexe 9

#### **5.1.2 Première synthèse des observations**

Toutes les collectivités et les consulaires qui se sont exprimés ont émis des avis favorables au projet, à l'exception de Reventin-Vaugris.

La communauté entre Bièvre et Rhône a tenu à préciser les éléments suivants :

- la bonne prise en compte des flux entrants et sortants dans le dimensionnement des voiries d'accès direct au ½ échangeur ;
- le bon suivi des protections sonores mises en place pour les habitations du lotissement sc La Plaine » ;
- assurer les cheminements des différents usagers et en particuliers ceux en direction de la plaine des sports clans de bonnes conditions de sécurité ;
- prévoir les mesures conservatoires pour que le dimensionnement de faire de covoiturage puisse être adapté à d'éventuels besoins futurs ;
- l'assurance, pour les réseaux non déjà réglementés par la déclaration d'utilité publique, de la prise en charge financière par le projet de toutes les modifications induites par ce dernier.

Pour les autres avis, dans le contexte de la défense du projet par Vienne-Condrieu Agglomération et de défense de l'alternative sud par Reventin-Vaugris, la très grande majorité de ceux-ci se sont exprimés d'abord en faveur de l'une ou l'autre option.

Une analyse sur cette base donne les résultats suivants :

Registre lieux d'enquête (majoritairement Reventin) : 6% favorable au projet, 80% en faveur option sud

Registre numérique : 70 % favorable au projet, 5% défavorable et 22% option sud

Mails : 65 % favorables au projet, 26 % option sud

Coupons Vienne : 99 % favorables au projet, ce qui s'explique par cette démarche de contributions « quasi-pétitionnaire ».

Cette alternative sud a été remise au CE par madame la maire de Reventin-Vaugris dès l'ouverture de l'enquête le 28 février. Elle a ensuite été présentée au CE par les représentants de l'association CITEE, qui ont fait un travail de maître d'œuvre expérimenté dans le pilotage de l'étude de cette variante.

## **5.2 ANALYSE DES PRINCIPAUX THEMES EVOQUES PENDANT L'ENQUETE PUBLIQUE**

### **5.2.1 LA NECESSITE D'AGIR VITE**

D'une manière quasi-unanime, pour les supporters de l'une ou l'autre option, la nécessité de réaliser ce complément du ½ échangeur a été défendue, en demandant sa réalisation rapide. Pour Vienne et son agglomération, la diminution de la pollution et de la congestion ont été mises en avant. Pour le public au sud de l'agglomération, il s'agit de réduire les encombrements observés actuellement. Beaucoup d'avis sont des témoignages personnels sur le vécu quotidien aux heures de pointe.

*Commentaires du commissaire-enquêteur : ce point est fondamental pour la décision qui sera prise à l'issue de l'enquête.*

### **5.2.2 LA NECESSITE DE DEVELOPPER DES SOLUTIONS FERROVIAIRES**

Certains avis, notamment ceux des représentants des mouvements écologistes ont demandé le développement du mode ferroviaire sur les deux rives du Rhône avec la réouverture des gares de Reventin et Condrieu

*Commentaires du commissaire-enquêteur : ce sujet a pu être évoqué comme solution alternative mais le plus souvent comme une solution complémentaire au projet*

### **5.2.3 L'EFFET DE COUPURE AU NIVEAU DE LA COMMUNE DE REVENTIN-VAUGRIS**

Les opposants au projet voient dans l'itinéraire d'accès au ½ diffuseur une nouvelle coupure est-ouest de la commune après la coupure nord-sud de l'autoroute A 7.

Cette coupure est due essentiellement à l'utilisation de la RD 131 depuis le rond-point de la N7 jusqu'au pont de l'autoroute.

*Commentaires du commissaire-enquêteur : les études de trafic ne mettent pas en évidence des niveaux de trafic qui accréditent ce scénario. Il faut davantage y voir une réaction liée au cumul des infrastructures sur la commune*

### **5.2.4 UN OBSTACLE AU DEVELOPPEMENT DU CENTRE-VILLAGE**

Les opposants craignent que le niveau des trafics sur l'itinéraire d'accès ne permette plus l'écoulement des trafics internes à la commune.

*Commentaires du commissaire-enquêteur : id ci-dessus*

### **5.2.5 L'INSECURITE ROUTIERE ET LA POLLUTION**

Les opposants dénoncent les dangers liés au trafic des poids lourds sur l'itinéraire d'accès, particulièrement au niveau des ronds-points du lotissement de La Plaine et de la plaine des sports,

*Commentaires du commissaire-enquêteur : si les aménagements proposés respectent les normes et constituent une amélioration par rapport à l'existant, la pollution et la crainte de l'accident sont toujours des sensibilités fortes vis-à-vis duquel il n'y a que peu d'arguments susceptibles d'être entendus.*

#### 5.2.6 **LES NUISANCES SONORES**

Les opposants dénoncent les nuisances sonores au niveau du lotissement La Plaine.

*Commentaires du commissaire-enquêteur : comme ci-avant, si les protections proposées respectent les normes elles devraient privilégier les protections à la source et constituer une véritable amélioration par rapport à l'existant*

#### 5.2.7 **LE ROND-POINT EXISTANT SUR LA N7**

Les riverains de ce rond-point témoignent des difficultés actuelles de ce rond-point ancien et donc pas aux normes, particulièrement pour le franchissement des poids-lourds.

*Commentaires du commissaire-enquêteur : ce rond-point ne fait pas partie du projet. Son bon fonctionnement sans aménagement est sujet à incertitude. Les études nécessaires restent à faire.*

#### 5.2.8 **L'AGRICULTURE**

Les représentants du monde agricole s'expriment en faveur du projet mais craignent un développement de la zone du Saluant qui empièterait sur des terrains sur lesquels sont prévus des aménagements d'irrigation importants. Ceux qui vont être expropriés demandent des compensations

#### 5.2.9 **LES CYCLISTES ET MODES DOUX**

Pour les cyclistes, les modes doux prévus sur le projet, s'ils constituent une amélioration par rapport à l'existant, représentent un risque au niveau des traversées des accès au diffuseur.

*Commentaires du commissaire-enquêteur : lié à l'insécurité routière, ce sujet doit être résolu correctement dans le cadre des études détaillées à venir.*

#### 5.2.10 **LA PLAINE DES SPORTS**

Les installations de la plaine des sports sont très fréquentées, par une population qui dépasse très largement la commune de Reventin. Des manifestations importantes s'y déroulent plusieurs fois par an. L'inquiétude des utilisateurs est forte, tant au niveau des nuisances (accès, bruit, modes doux) qu'au niveau des impacts directs sur les installations existantes.

*Commentaires du commissaire-enquêteur : ce sujet doit être traité très soigneusement dans les études à venir*

#### 5.2.11 **LA VALORISATION DE L'IMMOBILIER**

Deux craintes, d'une part celle d'une perte de valeur de l'immobilier au voisinage du projet, et d'autre part d'une hausse due au développement local entraîné par l'échangeur

*Commentaires du commissaire-enquêteur : ces deux points ne sont pas contradictoires*



### 5.2.12 **LA ROUTE DE L'AERODROME**

Plusieurs acteurs ont évoqué le sujet de la route de l'aérodrome, qui pourrait constituer un itinéraire alternatif d'accès à l'échangeur en évitant la N7 et la RD 131 dans les zones les plus urbanisées de la commune.

*Commentaires du commissaire-enquêteur : ce sujet est fondamental pour la suite du projet. D'une part parce que cette route serait spontanément utilisée par les automobilistes qui trouveraient là un accès plus fluide que l'itinéraire prévu par la N7, notamment en cas de bouchons sur cette dernière. (Comme c'est le cas du chemin de l'Aubressin aujourd'hui).*

*D'autre part, parce que cet itinéraire réduirait les nuisances évoquées précédemment, ce qui permettrait de répondre en partie aux craintes de la commune. Mais, dans sa configuration actuelle, cette route n'acceptant pas les poids-lourds ne permet pas de répondre aux volumes de trafic attendus. Cette option nécessite donc son réaménagement.*

### 5.2.13 **L'ISOLEMENT RESSENTI PAR LA COMMUNE DE REVENTIN-VAUGRIS**

Depuis la concertation de 2016, la commune a le sentiment de ne pas être prise en considération dans l'avancement de ce projet.

*Commentaires du commissaire-enquêteur : ce sentiment profond renforce les incompréhensions et accentue les oppositions. Il est très important pour la suite de trouver les moyens de reconstituer la confiance et le dialogue entre les parties.*

## 5.3 **ANALYSE DE LA PROPOSITION ALTERNATIVE PORTEE PAR LA COMMUNE DE REVENTIN-VAUGRIS**

Cette alternative sud a été remise au CE par madame la maire de Reventin-Vaugris dès l'ouverture de l'enquête le 28 février. Elle a ensuite été présentée au CE par les représentants de l'association CITEE, qui ont fait un travail de maître d'œuvre expérimenté dans le pilotage des études de cette variante. Les études ont été réalisées par des bureaux indépendants.

Le CE a examiné la proposition alternative et l'a transmise au Maître d'ouvrage pour avis, celle-ci étant très proche de l'option sud étudiée en 2016.

Seront donc présentés l'avis de VINCI sur la contre-proposition et l'analyse faite par le CE.

### 5.3.1 **Mémoire en réponse de VINCI**

Le Mémoire en réponse établi par VINCI est présenté en Annexe 3 et comprend plusieurs parties :

- Analyse de la géométrie et de la faisabilité technique
- Analyse des emprises foncières

- Analyse du volet agricole
- Analyse de l'environnement humain
- Analyse de l'environnement naturel
- Analyse de l'exploitation sous chantier
- Analyse de l'incidence économique et de l'estimation
- Conclusion

*Commentaires du commissaire-enquêteur : estime que le maître d'ouvrage a correctement répondu à sa demande formulée dans son courrier du 13 mars 2022*

### 5.3.2 **Avis du commissaire-enquêteur sur la proposition alternative**

L'étude menée d'une manière très approfondie par la commune et l'association CITEE, revient in fine à une solution proche de l'option sud étudiée en 2016

Il n'y a pas d'élément vraiment nouveau qui pourrait justifier un réexamen du projet et une relance de la concertation de 2016 sur de nouvelles bases.

D'autre part, cette solution ne réunit pas de consensus local, notamment la commune voisine de Chonas-L'Amballan et presque tous les agriculteurs s'étant exprimés négativement.

C'est pourquoi, le commissaire estime qu'il n'est pas justifié de demander au Maître d'ouvrage un réexamen de son projet surtout dans le contexte d'urgence qui est ressorti au cours de l'enquête.

## **6 BILAN FINAL**

### **6.1 LES POINTS FORTS DU PROJET**

**En la forme**, ils sont fondés d'abord sur un dossier rassemblant des documents complets clairs et bien présentés.

Ensuite une forte participation de la population au cours de l'enquête publique, reflet d'enjeux personnels importants pour les requérants qui se sont manifestés. Toutes les personnes qui l'ont souhaité ont pu s'exprimer sans contrainte, et être reçues dans de bonnes conditions par le commissaire enquêteur au cours de l'une de ses neuf permanences. L'enquête publique s'est inscrite ainsi dans le prolongement de la concertation menée en amont.

Enfin un pilotage du projet et une concertation préalable régulièrement conduits sur une période suffisamment longue pour qu'elle ait pu permettre à la majorité de s'exprimer et à ceux qui le souhaitaient de pouvoir s'approprier ce nouveau projet.

**Sur le fond**, le CE considère que les avantages de ce projet sont les suivants :

- **Un intérêt pour la santé et la sécurité des populations**
  - en réduisant globalement l'exposition des populations du territoire aux nuisances du trafic de transit existant par un délestage du trafic sur l'autoroute A7 qui offre une alternative

- aux traversées urbaines de Vienne, d'Ampuis, du Nord de Reventin-Vaugris... ;
  - en réduisant le trafic sur les réseaux non-autoroutiers, plus accidentogènes (comme la RN7 dans la montée des Grands Pavés) ;
  - en réduisant les temps de parcours pour les usagers du territoire dans leurs déplacements du quotidien, en particulier vers les centres urbains de Vienne et de Lyon
  - en séparant le trafic de transit du trafic local
  - en rendant possible, à termes, la requalification de la traversée de la ville de Vienne soulagée du trafic de transit depuis et à destination de l'agglomération lyonnaise ;
- 
- **Un intérêt pour l'environnement**
    - en réduisant, grâce à l'utilisation des gisements identifiés pour le projet, les émissions de gaz à effet de serre par rapport à une situation sans projet (réduction de la congestion, des distances parcourues, ...) ;
    - en permettant des alternatives aux déplacements en voiture individuelle par la création d'un parking de co-voiturage d'environ 100 places situé à la sortie du demi-diffuseur, à proximité immédiate de la RN7 et sur le chemin entre les deux parties urbaines de Reventin et Vaugris ;
    - en assurant la réalisation d'un projet, après évitement et réduction, sur une surface faible (moins de 4 ha de surface agricole impactée et aucune surface naturelle non déjà remaniée) ;
    - en intégrant des mesures d'évitement des zones à forts enjeux environnementaux situées le long de l'A7 ;
- 
- **Un intérêt social et économique**
    - en renforçant l'accessibilité du territoire et de ses activités économiques au réseau autoroutier ;
    - en améliorant les conditions de mobilités (fluidification des trafics, gain de temps en direction du Nord) pour les personnes et les marchandises ;
    - en assurant l'atteinte des objectifs fixés dans les documents de planification locaux

## 6.2 LES POINTS FAIBLES DU PROJET

Le commissaire enquêteur constate, au niveau formel, que les points faibles concernent une présentation des études de trafic et de bruit présentant de légers problèmes de forme ou de cohérence interne du dossier, rendant quelquefois difficile sa lisibilité et sa compréhension. Toutefois, l'engagement pris par le maître d'ouvrage de compléter ces études devraient permettre de répondre correctement aux questions du public.

Le deuxième point faible, sur le fond, concerne l'intérêt pour la santé et la sécurité des habitants de Reventin-Vaugris qui n'utiliseront pas le projet et subiront ses nuisances sans bénéficier de ses avantages. Sur les sujets sensibles, le dossier semble privilégier le respect de la norme environnementale plutôt que la recherche d'améliorations significatives pour les riverains par rapport à leur situation actuelle.

Le commissaire-enquêteur estime donc qu'il faut apporter des améliorations au projet. C'est l'objet des

réserves et des recommandations qui figurent dans ses conclusions motivées

